

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE

DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 AVRIL 2008

Etaient présents : MM. MAMERE, Mme BOUDINEAU, M. JOANDET, Mme FORET-POUGNET, M. RAYNAUD, Mme FEDOU, M. PEREZ, Mme LUCBERNET, M. SURLEVE-BAZEILLE, Mme BUISSON, MM. DUBOST, MERCIER, Mme ROUSSELI, M. VIVANT, Mmes CABRERA, LE GUEN, GARNET, BENJELLOUN-TOUIMI, M. KAMAYENWODE, Mme HGOBURU, M. LABADIE, Mmes CAMI, ABRIBAT, M. ROSSIGNOL, Mme CABEZA, M. PARIS, Mme TEXIER, MM. N'DIAYE, DENOYELLE, M. BEER DEMANDER, Mme MARTIN

S'était fait excuser et avait donné délégation :

M. DANE à M. JOANDET
M. LABARTHE à Mme BUISSON
M. BEZIADE à M ROSSIGNOL
Mme HAMMI à Mme FORET-POUGNET

Absents : /

Secrétaire de la séance : M. LABADIE

1 - FIXATION DU TAUX DES TROIS TAXES COMMUNALES POUR 2008

Les taux sont fixés comme suit :

- TAXE D'HABITATION	22,90 %
- FONCIER BATI	31,05 %
- FONCIER NON BATI	75,64 %

Il convient de noter qu'aucune augmentation des taux n'a été décidée.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 28 VOIX POUR – 2 CONTRE – 5 NE PARTICIPENT PAS

2 - SIGNATURE D'UN BAIL DEROGATOIRE ENTRE LA VILLE DE BEGLES ET LA SA ESSO

Le Conseil autorise M. Le Maire à signer un bail dérogatoire de 24 mois sur une partie des installations du Site ESSO. Ce bail dérogatoire de deux ans permettra d'utiliser cette période pour trouver des solutions juridiques pérennes.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

3 - SIGNATURE D'UN AVENANT AU BAIL EMPHYTEOTIQUE DU 21 FEVRIER AVEC LA SOCIETE ESPACE BLERIOT

Le Conseil approuve la signature d'un avenant au bail emphytéotique du 21 février avec cette société, qui précisera que ce bail porte sur une durée d'exploitation de 40 années qui débutera le 1^{er} janvier 2009. Ce bail de longue durée avec la Société ESPACE BLERIOT porte sur un bâtiment et des terrains dits « HANGARS BLERIOT »

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

4 - AIDE FINANCIERE A L'ASSOCIATION AUTOCOMM

Afin de soutenir l'implantation de l'association AUTOCOMM sur la commune, il est décidé d'allouer une subvention de démarrage de 4 000 € à celle-ci. Car un tel projet s'inscrit dans notre politique de développement durable. Il est réaliste et en même temps innovant car aujourd'hui peu développé.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

5 - CONVENTION CADRE ENTRE LE CONSEIL REGIONAL D'AQUITAINE – LA COMMUNE DE BEGLES ET LA SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIERE DE BEGLES POUR LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DES QUARTIERS YVES FARGE – TERRES NEUVES - THOREZ

Les modalités de réalisation de ce projet ont fait l'objet d'une convention pluriannuelle avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine. Les différents axes du projet de rénovation urbaine sur ces quartiers ont été validés par l'ensemble des partenaires publics. Par ailleurs, le volet de cohésion sociale du projet urbain s'appuie sur le Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la Ville. Après en avoir délibéré, le Conseil approuve la signature de la convention entre le Conseil Régional d'Aquitaine, la SAEMCIB et la commune de Bègles pour un montant de 3 426 002,22 €.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

6 - GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDEE A LA SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION IMMOBILIERE DE BEGLES (SAEMCIB) OPERATION ACQUISITION DU CENTRE COMMERCIAL A BEGLES

La Ville accorde sa garantie pour le remboursement de cet emprunt à 80 % contracté par la SAEMCIB auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer l'opération d'acquisition du centre commercial situé boulevard Jean-Jacques Bosc et une partie des terrains de l'ECMM.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 23 VOIX POUR – 12 NE PARTICIPENT PAS (dont 8 administrateurs de la SAEMCIB)

7 - PROJET DE CONVENTION POUR LE VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC – AMENAGEMENT DE VOIRIE RUE DURCY

Le Conseil accepte le financement par le fonds de concours de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Dans le cadre de l'aménagement de la voirie de la rue Durcy, l'éclairage public reste de la compétence de la commune.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

8 - ACQUISITION D'UNE PARCELLE AUPRÈS DE LA C.U.B. POUR L'EXTENSION DU CIMETIÈRE

La ville décide de procéder à l'acquisition foncière d'une parcelle de 273 m², sise rue des Quatre Castéra propriété communautaire au prix d'un euro symbolique et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à celle-ci, dans le cadre de l'extension et du réaménagement du cimetière.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

9 - ACQUISITION DE LA PARCELLE AB 500 SISE 83 BIS COURS VICTOR HUGO

La Ville a engagé plusieurs actions destinées à requalifier le secteur Cours Victor Hugo, le recalibrage de la voirie, la création d'un parking et la mise en place d'un PIG à l'échelle communautaire destiné à résorber l'habitat insalubre et dégradé. Après en avoir délibéré, le Conseil approuve la signature de la convention de mise à disposition transitoire et de cession avec la CUB ainsi que l'acte de rétrocession.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

10 - ACQUISITION D'UNE PARCELLE AB 443 COURS VICTOR HUGO AUPRÈS DES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE ANATOLE FRANCE

Il est décidé d'acquérir une parcelle de 85 m², partie de la parcelle AB 443, au prix d'un euro symbolique et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à cette acquisition avec les copropriétaires de la résidence Anatole France.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

11 - AMÉNAGEMENT DU PÔLE EMPLOI DANS LE BÂTIMENT 23 DES « TERRES NEUVES »

Il est décidé de lancer une procédure d'appel d'offres ouvert, afin d'étudier les propositions des entreprises relatives aux travaux d'aménagement du « Pôle Emploi », dans le cadre de l'Opération de Renouvellement Urbain du quartier Nord-Est Yves Farge.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

12 - AMÉNAGEMENT DU PÔLE MUSIQUE DANS LES BÂTIMENTS 36 ET 37 DES « TERRES NEUVES »

Les locaux actuels de l'Ecole de Musique se révélant inadaptés à ses missions, il est prévu de regrouper toutes les activités au sein des bâtiments 36 et 37 des « Terres Neuves ». Le Conseil approuve le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour étudier les propositions des entreprises relatives aux travaux d'aménagement du Pôle Musique.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

13 - AVENANT N°1 AU MARCHE D'AMENAGEMENT DE LA CHAPELLE DE MUSSONVILLE

Il est décidé de passer un avenant N°1 à ce marché, en raison de travaux supplémentaires, non prévus au marché initial et imprévisibles qui se sont avérés indispensables en cours de chantier.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

14 - CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE – SIGNATURE D'UNE CONVENTION FINANCIÈRE AVEC L'AGENCE NATIONALE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES POUR L'ANNÉE 2008

Le Conseil autorise Monsieur le Maire à signer une convention financière avec l'Acsé pour l'année 2008 pour un montant de 119 445 €.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

15 - CONTRAT URBAIN DE COHÉSION SOCIALE – AUTORISATION DE VERSEMENT D'UNE AVANCE SUR SUBVENTION ALLOUÉE PAR L'AGENCE NATIONALE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES (ACSÉ) POUR L'ANNÉE 2008 AUX ASSOCIATIONS RECONDUISANT LEURS ACTIONS DANS LES QUARTIERS

Il est décidé d'accorder une avance de subvention allouée par l'Acsé, pour l'année 2008, aux associations menant des actions dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Bègles et de fixer le montant de cette avance à 50 % de la subvention allouée en 2007.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

16 - FONDS DE PARTICIPATION DES HABITANTS – REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL L'ESTÉY POUR L'ANNEE 2007

Dans le cadre de son règlement d'intervention en matière de politique de Développement Social Urbain, le Conseil Régional d'Aquitaine a décidé de contribuer financièrement aux actions menées au titre du Fonds de participation des Habitants; ces actions ayant été présentées et mises en œuvre par le Centre Social et Culturel de l'Estey pour l'année 2007. Après en avoir délibéré, la Ville décide de procéder au reversement de cette subvention allouée par le Conseil Régional.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

17 - SIGNATURE D'UNE CONVENTION PARTICULIÈRE ENTRE L'A'URBA ET LA COMMUNE AU TITRE DE L'ANNÉE 2008

Chaque année une convention particulière est signée dans le but de définir certaines problématiques qui seront tout particulièrement traitées par l'A'urba. Le Conseil approuve le versement d'une subvention de 25.000 euros à celle-ci.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

18 - DÉNOMINATION DE VOIES

Il est décidé de dénommer les voies suivantes :

- Rue RADIO LONDRES 40/45 pour la voie desservant la SERNAM
- Allée Erik SATIE et allée Maurice RAVEL pour les voies desservant le projet Bouygues (Chevalier de la Barre)

- **Allée des CARRELETS** pour l'allée qui longe la rocade en prolongement du quai Wilson
- **Rue Julien GRACQ** pour la voie reliant l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et la rue Simone de Beauvoir (projet Bouygues parc Emeraude)
- **Rue Jean André TOUSSAINT** pour la voie qui relie les rues Calixte Camelle et Marcel Cachin

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

19 - SUPPRESSION DE LA SERVITUDE EL 7 RUE DU CHEVALIER DE LA BARRE

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve la demande faite à la Communauté Urbaine de Bordeaux, afin de supprimer l'alignement de la rue du Chevalier de la Barre, entre la rue Abadie et le carrefour Jeanne d'Arc dans le cadre du projet de la Z.A.C Mairie.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

20 - SUPPRESSION DE L'ALIGNEMENT DE LA RUE ANDRE MUREINE – SERVITUDE EL 7

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve la demande faite à la Communauté Urbaine de Bordeaux, afin de supprimer partiellement l'alignement de la rue André Mureine.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

21 - REGIME INDEMNITAIRE DES ELUS LOCAUX

Le régime indemnitaire des élus locaux s'inscrit dans le cadre d'un crédit global qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer conformément à la loi N°92-108 du 3 février 1992 fixant les règles d'attribution du régime indemnitaire applicable aux élus locaux. Le Conseil approuve la répartition du crédit global à compter du 15 mars 2008.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

22 - DROIT A LA FORMATION DES ELUS LOCAUX

Il est décidé de fixer le crédit annuel à cette formation, dans le but d'encourager les actions de formation des élus visant à développer leurs connaissances dans les domaines de la gestion, de l'animation et de la réflexion en matière de politiques publiques locales.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

23 - ADMISSION EN NON-VALEUR

Il est approuvé d'admettre en non valeur certaines recettes des exercices 2003, 2004, 2005 et 2006 revenant à la Ville qui demeurent irrecouvrées, conformément à la proposition du Receveur Municipal.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

24 - DECISION MODIFICATIVE DU BUDGET

En cette période de l'exercice, il est décidé de procéder à certains ajustements.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

25 - CREATION DE 4 EMPLOIS SAISONNIERS DE SURVEILLANT DE BAIGNADE

Dans le cadre de la création de l'équipement de proximité appelé Baignade du Lac, et en raison de l'obligation de surveillance des activités de baignade, le Conseil approuve le recrutement de quatre agents de catégorie C en qualité d'Opérateur Territorial des Activités Physiques et Sportives sur des postes saisonniers pendant la période estivale.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

26 - CREATION DE 2 POSTES DE COLLABORATEUR DE CABINET

Il est décidé de fixer le crédit global affecté à la création d'un emploi de Chef de Cabinet et d'un emploi de collaborateur de cabinet comme dans les mandats précédents.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

27 - DESIGNATION DES DELEGUES DE LA VILLE A LA CAISSE DES ECOLES (ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION DU 20/03/2008)

Le Conseil approuve la désignation de 5 membres du Conseil Municipal pour représenter la ville au Comité de Gestion de la Caisse des Ecoles et non 7 membres comme mentionné par erreur.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

28 - DESIGNATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL EN CHARGE DES QUESTIONS DE DEFENSE

Suite à la mise en place d'un réseau de correspondants défense dans chaque commune, le Conseil approuve la désignation de M. Patrice VIVANT comme Conseiller Municipal chargé des questions de défense.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

29 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES ASSOCIATIONS ET TRAITEURS – DÉPÔT DE CAUTION POUR LE PRÊT DE CHAISES, TABLES ET BANCS

Les tarifs d'inscription des associations et traiteurs pour le Village de la Fête de la Morue 2008 sont fixés ainsi que la caution de 400 € pour le prêt de tables, de chaises.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

30 - FÊTE DE LA MORUE – TARIFS D'INSCRIPTION DES RESTAURATEURS

Il est décidé de fixer les tarifs d'inscription des restaurateurs à 50 € et d'autoriser M. le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

31 - FETE DE LA MORUE – TARIFS DES PRODUITS DERIVES 2008

Les prix des tarifs de produits dérivés sont fixés pour l'année 2008.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

32 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (C.U.B. – CONSEIL GÉNÉRAL – CONSEIL RÉGIONAL) ET DEMANDE DE PARTENARIATS PRIVÉS POUR LA 13^{ÈME} FÊTE DE LA MORUE

Pour la réalisation de cette manifestation qui aura lieu les 30, 31 mai et 1^{er} juin 2008, il est décidé de solliciter l'intervention de la CUB, du Conseil Général, du Conseil Régional ainsi que des partenariats privés.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

33 - CRÉATION D'UN PRIX POUR LA RÉALISATION DU VISUEL DE LA 13^{ÈME} FÊTE DE LA MORUE

Il décide de verser un prix d'un montant de 1500 euros au lauréat, dans le cadre de la création d'un prix pour la réalisation du visuel de la 13^{ème} Fête de la Morue.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

34 - DEMANDE DE PRISE EN CHARGE POUR LA VENUE DES INTERVENANTS ET PERSONNALITÉS À LA FÊTE DE LA MORUE

Le Conseil décide de prendre en charge les éventuels frais de transports, d'hébergement ainsi que les défraiements des différentes personnalités qui interviendront sur la Fête de la Morue 2008.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

35 - DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE POUR LES CENTRES DE LOISIRS

Le Conseil approuve la demande d'un soutien financier au Conseil Général, afin que les actions des centres de loisirs municipaux puissent être mises en place et autorise M. le Maire à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention.

ADOPTÉE A LA MAJORITE - 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

36 - MODIFICATION DES TARIFS DE RESTAURATION SCOLAIRE, D'ACCUEIL PERISCOLAIRE DES ECOLES ET DES CENTRES DE LOISIRS – ANNEE SCOLAIRE 2008/2009

Les quotients familiaux et les tarifs correspondants pour la restauration scolaire, l'accueil périscolaire et les centres de loisirs sont fixés à compter du 2 septembre 2008.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

37 - MODIFICATION DE LA TARIFICATION DES STRUCTURES MULTI-ACCUEIL MUNICIPALES « 3 P'TITS TOURS » « LES P'TITS CŒURS » ET « RIBAMBULLE »

La C.A.F. communique chaque année le plancher et le plafond des ressources à prendre en compte pour la tarification en structure collective. Il est décidé d'adopter les dispositions qui y seront appliquées à compter du 1^{er} septembre 2008.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

38 - TARIFICATION DES LICENCES VOILE

Les tarifs sont fixés : Licences adultes 45,60€
Licences jeunes (- 18 ans) 22,80€

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS

39 - DEMANDE D'AVIS DE LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE POUR UNE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL AU PROFIT DE LA SOCIETE BRINKS SERVICE

Cette demande est formulée afin d'assurer la continuité du service dans le cadre des prestations d'accueil, effectuées par cette société, sur les parkings implantés le long du réseau du tramway. Le Conseil décide d'émettre un avis favorable à la demande de dérogation adressée aux services préfectoraux par la société BRINKS SERVICES, sous réserve du strict respect de la réglementation du Code du Travail.

ADOPTÉE A LA MAJORITE – 30 VOIX POUR – 5 NE PARTICIPENT PAS